

et je ne suis pas un économiste mais cela me semble ridicule de nourrir la machine inflationniste de cette façon.

En terminant, monsieur le président, je demande à tous mes collègues de la Chambre, étant donné que le gouvernement actuel est majoritaire, que l'on mette fin à cette discussion, et à ces discours qui se ressemblent tous et qui n'apportent rien à la population. Depuis le 24 juin, les gens ont payé une taxe de 10c. sur l'essence, et la loi n'était même pas encore adoptée, et nous pourrions, si jamais les députés décident de mettre un terme à cette discussion, nous pourrions nous tous, les députés de la Chambre, partir quelques jours en vacances, avec nos familles, et surtout avec nos enfants qui, dans quelque temps, retourneront en classe sans avoir pu profiter pleinement des vacances avec leur famille entière. Et ceci je le dis à nouveau, à cause des discours sur ce bill qui n'apportent rien de nouveau à la population du Canada.

J'entends ici mes collègues du gouvernement m'applaudir. Je les en remercie. Mais si jamais les discours ne se terminent pas, je demanderai de nouveau à ceux qui viennent d'applaudir, je leur demanderai de demander au ministre des Finances de retirer son bill et alors nous pourrions tous partir en vacances.

[Traduction]

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, j'aimerais parler d'un grand nombre de gens dans ma circonscription pour qui la taxe d'accise de 10c. le gallon sur l'essence est un très lourd fardeau. Je parle de tous les gens qui travaillent à Fredericton et qui doivent se rendre en voiture au travail car ils n'ont pas d'autres moyens de transport.

La municipalité de Fredericton exploite maintenant le service d'autobus qui dessert uniquement l'intérieur de la ville. Même si bien des gens peuvent prendre ces autobus, pour d'autres ils ne répondent pas à leurs besoins. Pour ceux qui vivent en dehors de la ville, il n'existe aucun service de transport en commun régulier qu'ils puissent prendre pour aller au travail. Comme à Fredericton les terrains coûtent cher et sont devenus rares, le citoyen moyen doit donc sortir de la ville pour acheter un terrain à bâtir.

Et les agriculteurs de Millville, les travailleurs de Ste-Anne-Nackawic Mill et les gens de Temperancevale qui doivent se rendre à Fredericton pour se faire soigner? Comment peuvent-ils y aller, sinon en voiture?

Les gens des localités comme Stanley, McGivney, Durham, Bloomfield, New Maryland, Keswick et Zealand se rendent à Fredericton pour leur commerce. Comment? Il n'y a qu'un moyen, en automobile. Ce n'est pas un luxe, mais une nécessité.

Les gens de la région de Fredericton se rendent à Oromocto pour travailler et vice versa. Certains peuvent y aller par autobus, mais la plupart ne le peuvent pas. Les fonctionnaires, les militaires, les employés des hôpitaux voyagent parfois par autobus, mais la plupart ne le peuvent pas. Ils doivent prendre leur voiture, il n'y a pas d'autre moyen.

Les personnes âgées qui ont des revenus fixes et qui aiment voyager un peu dans cette belle contrée qu'est le centre du Nouveau-Brunswick pendant notre bel été des Maritimes se verront également imposés et, apparemment, le gouvernement a pour politique de priver les personnes âgées de ce plaisir de voyager en automobile qu'ils ont bien mérité. De nombreuses personnes qui, le dimanche après-midi, vont faire une promenade en voiture sur les

Taxe d'accise—Loi

routes de notre belle campagne vallonnée du Nouveau-Brunswick seront également pénalisées par cette taxe.

L'une des principales industries du Nouveau-Brunswick est le tourisme et en fixant au 1^{er} juillet l'entrée en vigueur de cette nouvelle taxe qui frappe les conducteurs de véhicules automobiles, on n'aurait pu mieux choisir si on voulait atteindre notre industrie touristique au moment le plus critique. Nos bûcherons et nos agriculteurs doivent aller faire leurs emplettes à Fredericton le vendredi soir ou le samedi après-midi, et de plus en plus des gens vont au marché de Fredericton le samedi matin pour acheter des aliments et des vêtements. La majorité de ces personnes n'ont pas accès à des transports en commun. Ils doivent utiliser leur propre voiture. Maintenant, il leur en coûtera beaucoup plus et ils peuvent difficilement se permettre cette augmentation.

Ce sont ces Canadiens qui en souffriront le plus. Cette taxe ne les encouragera à consommer moins d'essence, qui leur est essentielle pour gagner leur vie. En somme, c'est de l'argent qu'on va chercher dans leurs poches, de l'argent dont ils ont tant besoin pour joindre les deux bouts dans une économie inflationniste. C'est une taxe qui pèse lourdement et sans pitié sur ceux qui sont le moins capables de la supporter.

Malgré les nombreuses demandes que moi-même et d'autres représentants du peuple ont présentées, la ville de Fredericton est, aux dernières nouvelles, la seule capitale provinciale du Canada sans service-voyageurs par chemin de fer. Fredericton est reliée aux autres villes du Nouveau-Brunswick par autobus, mais les régions rurales du centre du Nouveau-Brunswick ne sont pas reliées à Fredericton par train ou autobus. La piste principale de notre aéroport est actuellement en réparation; c'est sans doute une bonne nouvelle pour les habitants du centre du Nouveau-Brunswick, mais, cet été, il faudra probablement imposer très souvent des limites de charge aux appareils atterrissant à Fredericton et en décollant.

● (2020)

L'un de mes collègues a indiqué aux députés les problèmes difficiles créés par cette situation. J'ai moi-même en plusieurs occasions exposé au ministre des Transports (M. Marchand) et au président du comité des transports aériens de la Commission canadienne des transports mon opinion sur les imperfections des horaires des vols. Tout ceci revient à dire que le véhicule à moteur est le principal moyen de transport, qu'il est absolument essentiel dans le centre du Nouveau-Brunswick et que les usagers de ces véhicules à moteur, incapables de s'en passer, seront les victimes les plus touchées à cause de la taxe.

A mon sens, il faudrait soutenir le régime du prix unique et les subventions qui en découlent grâce aux recettes générales. Cette taxe de 10c. par gallon d'essence est la taxe la plus inappropriée que l'on puisse imaginer. Sans aucun doute, le gouvernement doit augmenter ses recettes pour soutenir le régime du prix unique, mais imposer cet effort financier aux gens qui peuvent le moins se le permettre, ne me semble pas judicieux.

Si mes calculs sont exacts, la taxe de 10c. par gallon d'essence, l'augmentation de \$1.50 du prix du baril de pétrole brut et l'augmentation de 43c. du prix des mille pieds cubes de gaz naturel produiront des recettes au moins deux fois supérieures à la somme nécessaire pour combler la différence entre le paiement aux provinces de l'Est et les recettes provenant de la subvention levée par le gouvernement du Canada sur les exportations de pétrole.

J'espère que le ministre tiendra compte du caractère discriminatoire de cette mesure et qu'il reconsidérera sa